



# Communiqué de presse

100/23

Montreuil, le 20 novembre 2023.

## La crise de Clariane Korian, comme celle d'Orpea, révèle l'urgence de mettre fin au secteur lucratif dans les maisons de retraite

Le 14 novembre 2023, le groupe Clariane Korian, leader européen des maisons de retraite, a annoncé un plan de refinancement de 1,5 milliard d'euros, comprenant des cessions d'actifs et une augmentation de capital. Parmi les actifs cédés, figurent les murs de 19 établissements sanitaires et médico-sociaux en France, vendus à Crédit Agricole Assurances, son premier actionnaire, pour 140 millions d'euros. Mais surtout, le groupe a décidé de se séparer de ses activités en Belgique et aux Pays-Bas, qui représentent environ 10% de son chiffre d'affaires. Selon les sources du journal Les Échos, le groupe aurait trouvé un accord avec le fonds d'investissement américain Advent International pour lui céder ses activités pour environ 800 millions d'euros.

Cette opération, qui devrait être finalisée au premier semestre 2024, vise à alléger le bilan de Clariane Korian, qui affiche une dette nette de 3 milliards d'euros, soit 4,8 fois son EBITDA, un indicateur financier qui signifie "Bénéfice Avant Intérêts, Impôts et Amortissements".

Le groupe qui a vu son cours en Bourse s'effondrer de 35% en deux jours fin octobre, après avoir révisé à la hausse son ratio d'endettement, doit faire face à des échéances de remboursement importantes d'ici juin 2024, pour un montant d'environ 650 millions d'euros. Le groupe espère ainsi retrouver la confiance des marchés et de ses partenaires financiers, et se donner les moyens de poursuivre son développement dans ses marchés stratégiques, notamment en France, en Allemagne et en Italie.

Cette crise illustre les limites du modèle économique du secteur lucratif comme celui de Clariane Korian, basé sur la logique du profit et de la rentabilité financière, au détriment de la qualité des soins et de l'accompagnement des personnes âgées et fragiles. Le groupe, qui gère plus de 1 000 établissements dans six pays européens, a connu une forte croissance externe ces dernières années, en rachetant de nombreux concurrents, souvent à des prix élevés. Cette stratégie a entraîné une augmentation de la dette, mais aussi une dégradation des conditions de travail et de prise en charge des résident-e-s, comme l'ont dénoncé certains syndicats et des associations de familles. Le groupe a notamment été épinglé par le livre *Les Fossoyeurs*, qui a révélé les pratiques scandaleuses de certains EHPAD du groupe, comme le manque de personnel, la maltraitance, la surfacturation ou encore la fraude fiscale.

**Face à cette situation, la CGT revendique la fin du lucratif dans le secteur des maisons de retraite, et la mise en place d'un service public de la dépendance financé par la solidarité nationale.** La CGT exige également une revalorisation des salaires pour les personnels, de renforcer les effectifs et la formation, de garantir le respect des droits des résident-e-s et de leurs familles, ainsi que de favoriser la démocratie sociale dans les établissements. La CGT considère que la prise en charge des personnes âgées et fragiles est un enjeu de société qui ne peut être soumis aux intérêts privés et aux exigences des actionnaires.

**La CGT appelle les salarié-e-s, les résident-e-s, les familles et les citoyen-ne-s à se mobiliser pour défendre un service public de la dépendance qui garantisse la dignité, la sécurité et la qualité de vie des personnes âgées et fragiles, qui méritent mieux que les revenus aux actionnaires.**